



*Liberté • Égalité • Fraternité*  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**Préfecture de la Loire-Atlantique**

## **RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**

n°50 – 1<sup>er</sup> juillet 2019

# SOMMAIRE

## **DDTM 44 - Direction Départementale des Territoires et de la Mer**

Arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2019 cadre n°2019/SEE/1203 portant sur les limitations et les interdictions de prélèvement dans les cours d'eau et les nappes du département de la Loire-Atlantique.

Arrêté préfectoral n° ddtm-2019-099 du 1<sup>er</sup> juillet 2019 portant sur la restriction de navigation pendant les travaux sur le canal Saint-Félix sur l'Erdre à Nantes du mercredi 3 au vendredi 5 juillet 2019

## **PRÉFECTURE 44**

## **DCPPAT - Direction de la coordination des politiques publiques et de l'appui territorial**

Arrêté préfectoral du 1<sup>er</sup> juillet 2019 portant déclassement du domaine public le site de l'ancienne école d'architecture de Nantes.



## PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

**Direction départementale des territoires  
et de la mer**

Arrêté cadre n°2019/SEE/1203 portant sur les limitations et les interdictions de prélèvement dans les cours d'eau et les nappes du département de la Loire-Atlantique

**LE PRÉFET DE LA RÉGION PAYS DE LA LOIRE  
PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**  
Chevalier de la Légion d'Honneur

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.211-3, R. 211-66 et suivants ;

**Vu** le code civil et notamment les articles 640 à 645 ;

**Vu** le code pénal et notamment les articles R 610-1 et L 131-13 ;

**Vu** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2212-1 et L. 2212-2, L. 2213-29 et L. 2215-1 ;

**Vu** le code de la santé publique ;

**Vu** le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure et notamment les articles 25 à 27 et 33 ;

**Vu** le décret n°2010-1443 du 25 novembre 2010 relatif aux attributions du ministre de la transition écologique et solidaire ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

**Vu** l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation et à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

**Vu** le décret n°2005-636 du 30 mai 2005 relatif à l'organisation de l'administration dans le domaine de l'eau et aux missions du préfet coordonnateur de bassin ;

**Vu** le décret n°2008-652 du 2 juillet 2008 relatif à la déclaration des dispositifs de prélèvement, puits ou forages réalisés à des fins d'usage domestique de l'eau et à leur contrôle ainsi qu'à celui des installations privatives de distribution d'eau potable ;

**Vu** la circulaire DEVL1112870C du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;

**Vu** l'arrêté du 18 novembre 2015 du Préfet de la région Centre, préfet du Loiret, préfet coordonnateur du Bassin Loire-Bretagne, approuvant le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du Bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2016 portant sur les limitations et interdictions de prélèvement dans les cours d'eau et nappes du département de la Loire Atlantique ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2002-BRE-34 du 17 avril 2015 approuvant le SAGE du bassin versant « Logne, Boulogne, Ognon, Grand Lieu » ;

**Vu** l'arrêté interpréfectoral du 2 juillet 2015 approuvant le SAGE du bassin versant « Vilaine » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 8 janvier 2014 approuvant le SAGE du bassin versant « Oudon » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 14-DDTM85-297 du 16 mai 2014 approuvant le SAGE du « Marais Breton et du bassin versant de la baie de Bourgneuf » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°15-DDTM85-141 du 7 avril 2015 approuvant le SAGE du bassin versant de « la Sèvre Nantaise » ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 9 septembre 2009 approuvant le SAGE « Estuaire de la Loire » ;

**Vu** les résultats de la consultation du public menée du 27 mai 2019 au 19 juin 2019 ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'anticiper les situations de crise relatives à la gestion des ressources en eau ;

**CONSIDÉRANT** que l'article R. 211-67 du code de l'environnement permet au préfet la création d'une zone d'alerte pour un sous-bassin, bassin ou groupement de bassins correspondant à une unité hydrographique cohérente, dans laquelle sont susceptibles d'être prescrites les mesures mentionnées à l'article R. 211-66 du même code ;

**CONSIDÉRANT** que des mesures provisoires de restrictions ou d'interdiction de certains usages de l'eau sont susceptibles d'être rendues nécessaires pour la préservation de la santé, de la salubrité publique, de l'alimentation en eau potable, des écosystèmes aquatiques et pour la protection des ressources en eau, compte tenu de la précarité des écoulements superficiels et des réserves en eau du sol et du sous-sol ;

**CONSIDÉRANT** qu'une connaissance permanente des débits de certains cours d'eau est rendue possible par le suivi hydrométrique de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire et les données issues du réseau de l'Observatoire National Des Étiages (ONDE) fournies par l'Agence française pour la biodiversité (AFB) ;

**CONSIDÉRANT** les relevés piézométriques transmis par le Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) permettant d'appréhender la situation piézométrique dans le département ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'une action préventive sur les atteintes à l'environnement conformément à l'article L. 110-1 paragraphe II du code de l'environnement ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de la mise en œuvre progressive des mesures de restriction sur les prélèvements en nappes d'accompagnement, en particulier celles concernant les usages professionnels ;

**CONSIDÉRANT** le plan d'adaptation au changement climatique pour le bassin Loire-Bretagne et en particulier le levier d'action sur les réserves de substitution ;

**CONSIDÉRANT** la nécessité de veiller à la solidarité et à la coordination des mesures pour assurer une gestion équilibrée de la ressource en eau et faire face à une menace ou aux conséquences d'une sécheresse ou d'un risque de pénurie d'eau ;

**SUR** proposition du secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique

## ARRETE

### **ARTICLE 1er : Objet de l'arrêté cadre**

Le présent arrêté cadre a pour objet d'anticiper les mesures de gestion à mettre en œuvre lors des situations de pénurie ou de sécheresse afin de préserver la ressource en eau.

Il définit des mesures de gestion progressives permettant de préserver in fine les usages prioritaires et les besoins des milieux.

Pour cela, il :

- délimite les zones d'alerte superficielles et souterraines dans lesquelles peuvent s'appliquer des mesures de limitation ou d'interdiction temporaire des usages de l'eau en cas de sécheresse ou de pénurie de la ressource en eau ;
- fixe pour chacune de ces zones d'alerte, les seuils de référence (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise), à partir desquels des mesures de limitation ou d'interdiction temporaire des prélèvements s'appliquent ;
- précise les mesures de gestion applicables aux différents usages de l'eau lorsque les seuils de référence sont franchis ou que les observations du réseau ONDE le justifient ;
- comprend toute mesure en faveur de la protection des milieux et de la ressource.

### **ARTICLE 2 : Période d'application**

Le présent arrêté cadre s'applique du 1<sup>er</sup> avril au 31 octobre.

Si la situation l'exige, des mesures de limitations ou d'interdiction sont prises en dehors de cette période par arrêté préfectoral.

### **ARTICLE 3 : Domaine d'application**

Les mesures définies dans le présent arrêté concernent l'ensemble des usages de l'eau à l'exception de ceux définis comme prioritaires à l'article 5.

L'arrêté cadre s'applique quelle que soit l'origine de la ressource utilisée :

- eaux superficielles : cours d'eau et leur nappe d'accompagnement, fixée dans l'attente de l'acquisition de connaissances à une distance de 100 m de part et d'autre des cours d'eau, plans d'eau connectés.  
Il revient aux usagers de démontrer la déconnexion éventuelle au cours d'eau et à la nappe d'accompagnement, de leurs installations régulières de prélèvement. Les études permettant cette caractérisation sont réalisées sur la base du cahier des charges construit avec les services de l'Etat. À défaut, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2023, les prélèvements effectués sont soumis aux mesures de restriction ou limitation précisées à l'article 7 du présent arrêté ;
- eaux souterraines : nappes faisant l'objet d'un suivi piézométrique (à ce jour, il s'agit des nappes relatives aux zones 6c, 7 et 8 de l'article 8 du présent arrêté) ;
- réseau public d'alimentation en eau potable.

Les mesures de restriction du présent arrêté ne s'appliquent pas si l'origine de la ressource est déconnectée du milieu aquatique à l'étiage.

Ainsi, le présent arrêté ne s'applique pas :

- à l'utilisation des eaux stockées dans les retenues d'eau (plans d'eau, lagunes, mares, réserves) étanches, déconnectées du milieu naturel (rivières, canaux, nappes) remplies entre le 1<sup>er</sup> novembre et le 31 mars. Les exploitants de ces retenues doivent être en mesure de justifier que durant la période d'étiage (1<sup>er</sup> avril au 31 octobre) le cumul des prélèvements effectués à partir d'une de ces retenues n'excède pas le volume autorisé ;
- à l'utilisation des eaux pluviales collectées à partir de surfaces imperméabilisées (ex : récupération des eaux de toitures stockées dans des cuves) ;
- à l'utilisation des eaux usées traitées satisfaisant aux obligations réglementaires.

#### **ARTICLE 4 : Procédure**

La direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) réalise a minima un suivi hebdomadaire de l'état de la ressource en eau (débits des cours d'eau, observation des cours d'eau, cotes piézométriques, hauteurs d'eau, salinité) afin de disposer des principaux éléments pouvant caractériser l'état des écoulements superficiels et des nappes souterraines sur chaque zone d'alerte du département.

Si la situation l'impose, le classement d'une zone d'alerte est établi par arrêté préfectoral dont les dispositions sont consultables sur le site internet Propluvia <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluvia/faces/index.jsp>

#### **ARTICLE 5 : Définition des usages**

##### **Les usages prioritaires**

On entend par usages prioritaires :

- l'alimentation en eau potable de la population ;
- la santé et la salubrité publique ;
- la sécurité civile.

Toutes les mesures doivent être prises afin de préserver ces usages prioritaires ainsi que les besoins du milieu naturel.

##### **Les usages non prioritaires**

Les usages non prioritaires se répartissent en quatre catégories :

- catégorie 1 : les usages professionnels ;
- catégorie 2 : les usages domestiques ;
- catégorie 3 : les usages publics ;
- catégorie 4 : les usages des installations classées au titre de la protection de l'environnement.

Les différentes catégories d'usages non prioritaires sont détaillées en annexe 1.

## **ARTICLE 6 : Définition des niveaux de gestion**

Quatre niveaux de gestion comportant des mesures progressives sont mis en œuvre en fonction de l'importance de la sécheresse.

La situation s'apprécie en fonction des valeurs seuils précisées à l'article 8 ou des constats effectués sur le terrain notamment à partir du réseau ONDE.

- **niveau 1 - situation de vigilance** : ce niveau implique des mesures de communication et de sensibilisation, sur l'ensemble du département, à l'attention de tous les usagers (particuliers, professionnels et collectivités) afin de les inciter à restreindre volontairement leur consommation. De plus, le préfet réunit le comité de vigilance défini à l'article 16 du présent arrêté, pour faire un point sur la situation du département et les réseaux concernant le suivi quantitatif des milieux sont activés (BRGM, AFB, Conseil Départemental ...). Ce niveau est déclenché lorsque les observations (ONDE, débits des cours d'eau, météorologie...) indiquent que le seuil d'alerte d'une des zones de gestion risque d'être atteint dans un délai de 10 jours.
- **niveau 2 – situation d'alerte** : ce niveau déclenche les premières mesures de limitation de certains usages.
- **niveau 3 – situation d'alerte renforcée** : ce niveau renforce la limitation de certains usages et déclenche des mesures de suspension de certains usages pour éviter d'atteindre le niveau de crise.
- **niveau 4 – situation de crise** : à ce niveau, seuls les prélèvements répondant aux exigences des usages prioritaires précisés à l'article 5 restent autorisés.

Toutes les mesures doivent être prises pour éviter d'atteindre le niveau de crise.

## **ARTICLE 7 : Définition des mesures applicables en fonction des niveaux de gestion**

### Catégorie 1 : Usages professionnels

	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
<b>Usages agricoles</b>	<b>Mesures</b>			
<b>Grandes cultures, prairies, cultures de plein champ et autres usages agricoles non cités ci-après</b>		<i>Limitation horaire des prélèvements : interdiction du lundi au vendredi de 10 h à 20 h et du samedi 10 h au dimanche 20 h</i> <b>OU</b> <i>Si gestion volumétrique concertée, taux de réduction de 30 % du volume hebdomadaire maximal autorisé</i>	<i>Interdiction des prélèvements</i>	<i>Interdiction des prélèvements</i>
<b>Cultures sensibles (y compris légumes industrie) : cultures dont le manque d'eau n'affecte pas seulement le rendement mais aussi la survie de la plante</b>	<i>Pour tout le département</i> – Communication – Réunion du comité sécheresse – Mise en vigilance accrue du territoire		<i>Limitation horaire des prélèvements : interdiction du lundi au vendredi de 10 h à 20 h et du samedi 10 h au dimanche 20 h</i> <b>OU</b> <i>Si gestion volumétrique concertée, taux de réduction de 30 % du volume hebdomadaire maximal autorisé</i>	<i>Arrêt des prélèvements sur décision du préfet</i>
<b>Cultures irriguées par techniques économes : micro-aspersion, goutte à goutte</b>		<i>Information spécifique + auto limitation des prélèvements</i>	<i>Limitation horaire des prélèvements : interdiction du lundi au vendredi de 10 h à 20 h et du samedi 10 h au dimanche 20 h</i> <b>OU</b> <i>Si gestion volumétrique concertée, taux de réduction de 30 % du volume hebdomadaire maximal autorisé</i>	<i>Arrêt des prélèvements sur décision du préfet</i>
<b>Cultures sous serre et jeunes plants en pépinière</b>			<i>Information spécifique + auto limitation des prélèvements</i>	<i>Arrêt des prélèvements sur décision du préfet</i>
<b>Besoins des sites d'élevage (hygiène, abreuvement)</b>	<i>Ne sont pas concernés par ces mesures</i>			

	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
<b>Autres usages professionnels</b>	<b>Mesures</b>			
Usages de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (artisanat, ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques)		Auto-limitation des prélèvements	Objectif de réduction de 30 % du volume journalier maximal autorisé (ou habituellement prélevé pour ceux qui n'ont pas d'autorisation ou de disposition particulière)	Arrêt des prélèvements sur décision du préfet
Usages de l'eau non strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y compris ICPE)		Interdiction du lundi au vendredi de 10 h à 20 h et du samedi 10 h au dimanche 20 h	Interdiction des prélèvements	Interdiction des prélèvements
Arrosage des parcours de golf	<b>Pour tout le département</b> – Communication – Réunion du comité sécheresse – Mise en vigilance accrue du territoire	Interdiction du lundi au vendredi de 10 h à 20 h et du samedi 10 h au dimanche 20 h	Interdiction des prélèvements	
Arrosage des green et départ de golf		Auto-limitation des prélèvements	Interdiction du lundi au vendredi de 10 h à 20 h et du samedi 10 h au dimanche 20 h	
Station de lavage (hors circuit fermé)		Auto-limitation des prélèvements	Interdiction de prélèvements sauf lavages réglementaires	
Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau		Interdiction de prélèvements sauf pisciculture	Interdiction de prélèvements sauf pisciculture	
Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau à vocation cynégétique		Interdiction du lundi au vendredi de 10 h à 20 h et du samedi 10 h au dimanche 20 h	Interdiction des prélèvements	
Autres usages professionnels non cités ci-avant		Interdiction du lundi au vendredi de 10 h à 20 h et du samedi 10 h au dimanche 20 h	Interdiction des prélèvements	

## Catégorie 2 : Usages domestiques

	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
<b>Usages des particuliers</b>	<b>Mesures</b>			
Arrosage des potagers		–	<i>Interdiction du lundi au vendredi de 10 h à 20 h et du samedi 10 h au dimanche 20 h</i>	<i>Interdiction</i>
Arrosage des espaces verts, pelouses et jardins non potagers		<i>Interdiction du lundi au vendredi de 10 h à 20 h et du samedi 10 h au dimanche 20 h</i>	<i>Interdiction</i>	
Remplissage des piscines privées	<i>Pour tout le département – Communication – Réunion du comité sécheresse – Mise en vigilance accrue du territoire</i>	<i>Interdiction sauf 1ere mise en eau liée à la construction</i>	<i>Interdiction sauf 1ere mise en eau liée à la construction</i>	
Nettoyage des véhicules et bateaux Nettoyage des façades, murs, toits, terrasses...				
Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau		<i>Interdiction</i>	<i>Interdiction</i>	
Autres usages des particuliers non cités ci-avant				

### Catégorie 3 : Usages publics

	Niveau 1 (Vigilance)	Niveau 2 (Alerte)	Niveau 3 (Alerte Renforcée)	Niveau 4 (Crise)
<b>Usages des collectivités</b>	<b>Mesures</b>			
<b>Remplissage piscines publiques</b>	<b>Pour tout le département</b> – Communication – Réunion du comité sécheresse – Mise en vigilance accrue du territoire	<i>Interdiction sauf 1ere mise en eau liée à la construction ou raison sanitaire</i>	<i>Interdiction sauf 1ere mise en eau liée à la construction ou raison sanitaire</i>	<i>Interdiction sauf 1ere mise en eau liée à la construction ou raison sanitaire</i>
<b>Arrosage des espaces verts</b>		<i>Interdiction du lundi au vendredi de 10 h à 20 h et du samedi 10 h au dimanche 20 h</i>	<i>Interdiction</i>	<i>Interdiction</i>
<b>Arrosage des terrains de sports</b>				
<b>Arrosage des massifs de fleurs</b>				
<b>Nettoyage voiries (places, trottoirs, caniveaux...)</b>		<i>Interdiction sauf raison sanitaire</i>	<i>Interdiction sauf raison sanitaire</i>	<i>Interdiction sauf raison sanitaire</i>
<b>Alimentation des fontaines publiques (par réseau)</b>		<i>Interdiction sauf circuit fermé</i>	<i>Interdiction sauf circuit fermé</i>	<i>Interdiction sauf circuit fermé</i>
<b>Douches de plage</b>		<i>Interdiction</i>	<i>Interdiction</i>	<i>Interdiction</i>
<b>Autres usages publics non cités ci-avant</b>	<i>Interdiction du lundi au vendredi de 10 h à 20 h et du samedi 10 h au dimanche 20 h</i>	<i>Interdiction</i>	<i>Interdiction</i>	

### Catégorie 4 : Usages des Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE)

Les ICPE appliquent les dispositions spécifiques d'économie d'eau contenues dans les arrêtés préfectoraux qui leur ont été notifiés. Pour toutes les ICPE, les usages de l'eau non strictement nécessaires au process de production (ex : arrosage des espaces verts...) sont interdits de 8 h à 20 h en période d'alerte et totalement interdits en périodes d'alerte renforcée et de crise.

Les ICPE soumises au régime de déclaration, et celles autorisées ou enregistrées dont les arrêtés ne contiennent pas de disposition spécifique prévoyant les mesures proportionnées à prendre en cas de franchissement des seuils de gestion (alerte, alerte renforcée et crise) relèvent des dispositions prévues pour la catégorie 1 « Autres usages professionnels ».

## **ARTICLE 8 : Définition des zones d’alertes, indicateurs de référence et valeurs seuil**

### **Zones d’alerte**

Une zone d’alerte constitue une entité hydrographique superficielle ou souterraine cohérente à l’échelle de laquelle des mesures de gestion sont susceptibles d’être mises en œuvre.

### **Indicateurs de référence**

Les seuils de référence sont issus des données du SDAGE sur 5 points nodaux, de valeurs issues des SAGE, de seuils créés localement au vu de l’historique des données disponibles sur les stations, d’échelles limnimétriques, de valeurs de la note ONDE départementale, des taux de salinités, de niveaux piézométriques.

Les plans d’eau sont gérés avec des seuils de hauteur d’eau : l’Erdre par le Conseil Départemental et le lac de Grand Lieu par le Syndicat d’Aménagement Hydraulique.

Les différentes zones d’alertes et les indicateurs de référence associés sont précisés dans les tableaux ci-dessous et localisés sur les cartes annexées au présent arrêté.

### **Zones d’alerte superficielles, stations hydrométriques de référence et valeurs seuil associées (annexes 3,4 et 6) :**

<b>Zone d’alerte</b>	<b>Nom de la Zone</b>	<b>SAGE concerné</b>	<b>Mode de gestion</b>	<b>Station de référence</b>	<b>Seuil d’alerte</b>	<b>Seuil d’alerte renforcée</b>	<b>Seuil de crise</b>
<i>Zone 1</i>	<i>Vilaine</i>	<i>Vilaine</i>	<i>Suivi des débits</i>	<i>Derval (Chère)</i>	<i>150l/s</i>	<i>60l/s</i>	<i>50 l/s</i>
<i>Zone 2</i>	<i>Oudon</i>	<i>Oudon</i>	<i>Suivi des débits</i>	<i>Segré (point SDAGE)</i>	<i>600 l/s</i>	<i>300 l/s</i>	<i>100 l/s</i>
<i>Zone 3a</i>	<i>Erdre amont</i>	<i>Estuaire de la Loire</i>	<i>Suivi des débits</i>	<i>Nort sur Erdre (point SDAGE)</i>	<i>70 l/s</i>	<i>60 l/s</i>	<i>50 l/s</i>
<i>Zone 3b</i>	<i>Erdre aval</i>	<i>Estuaire de la Loire</i>	<i>Suivi des niveaux de l’Erdre</i>	<i>Port Jean à Carquefou</i>	<i>4,29 m NGF</i>	<i>4,22 m NGF</i>	<i>4,19 m NGF</i>
<i>Zone 3c</i>	<i>Affluents Nord Loire</i>	<i>Estuaire de la Loire</i>	<i>Note ONDE</i>		<i>Note ONDE&lt;8,5</i>	<i>Note ONDE&lt; 8</i>	<i>Note ONDE&lt;7</i>
<i>Zone 3d</i>	<i>Affluents Sud Loire</i>	<i>Estuaire de la Loire</i>	<i>Note ONDE</i>		<i>Note ONDE&lt;8,5</i>	<i>Note ONDE&lt; 8</i>	<i>Note ONDE&lt;7</i>
<i>Zone 3e</i>	<i>Loire</i>	<i>Estuaire de la Loire</i>	<i>taux de salinité</i>				<i>Taux de salinité à Buzay&gt;1 g/l</i>
			<i>Suivi des débits</i>	<i>Montjean-sur-Loire (point SDAGE)</i>	<i>127 m³/s</i>	<i>110 m³/s</i>	<i>100 m³/s</i>
<i>Zone 3f</i>	<i>Brière-Brivet</i>	<i>Estuaire de la Loire</i>	<i>Note ONDE</i>		<i>Note ONDE&lt;8,5</i>	<i>Note ONDE&lt; 8</i>	<i>Note ONDE&lt;7</i>
<b>Zone d’alerte</b>	<b>Nom de la Zone</b>	<b>SAGE concerné</b>	<b>Mode de gestion</b>	<b>Station de référence</b>	<b>Seuil d’alerte</b>	<b>Seuil d’alerte renforcée</b>	<b>Seuil de crise</b>

Zone 4	Sèvre Nantaise	Sèvre Nantaise	Suivi des débits	Vertou (SAGE)	1,15 m3/s	0,9m3/s	0,57 m3/s
				Tiffauges (point SDAGE)	330l/s	270 l/s	200 l/s
Zone 5	Côtiers Bretons	Marais Breton et Baie de Bourgneuf	Suivi des débits du Falleron	Saint-Etienne de Mer Morte	120l/s	40l/s	Taux de salinité à la Pommeraiie >0,7 g/l
							25l/s
Zone 6a	Logne, Boulogne, Ognon, Grand Lieu : Eaux superficielles sans relation avec le niveau du Lac de Grand Lieu	Logne, Boulogne, Ognon, Grand Lieu	Suivi des débits	Saint Colomban	150 l/s	60l/s	30 l/s
Zones 6b	Lac de Grand Lieu : Eaux superficielles*	Logne, Boulogne, Ognon, Grand Lieu	Cote de Buzay		<1,55 m au 1/07 <1,43 m au 1/08 <1,30 m au1/09		-

**Zones d'alerte souterraines, piézomètres et niveau de références et valeurs seuil associés (annexe 2) :**

Zone d'alerte	Nom de la Zone	SAGE concerné	Mode de gestion	Station de référence	Seuil d'alerte	Seuil d'alerte renforcée	Seuil de crise
Zone 6c	Lac de Grand Lieu : Eaux souterraines en relation avec le lac de Grand Lieu *	Logne, Boulogne, Ognon, Grand Lieu	Cote de Buzay		<1,55 m au 1/07 <1,43 m au 1/08 <1,30 m au1/09		
Zone 7	Nappe de Machecoul	Marais Breton et Baie de Bourgneuf				Étude BRGM en cours, compte tenu de la remise en exploitation de la nappe en eau potable	
Zone8	Nappe de Nort sur Erdre	Estuaire de la Loire		« Bois de Bout » 04518X00 42/PZ8		Étude BRGM en cours	

## **ARTICLE 9 : Modalités de déclenchement et de levée des mesures**

### **Pour les eaux superficielles et les nappes d'accompagnement**

Lorsqu'une zone d'alerte est concernée par plusieurs indicateurs, le franchissement d'un des indicateurs déclenche les mesures de gestion précisées à l'article 7 sur la totalité de la zone d'alerte concernée.

Les mesures de gestion associées aux différents niveaux sont déclenchées lorsque le débit moyen journalier est inférieur au débit seuil 3 jours consécutifs et que l'analyse des prévisions météorologiques ne permet pas d'envisager une amélioration de la situation à court terme.

Les mesures de gestion associées aux différents niveaux sont levées lorsque le débit moyen journalier est supérieur au débit seuil 7 jours consécutifs et que l'analyse des prévisions météorologiques confirme une tendance à la hausse.

Pour les zones d'alerte gérées à partir de niveaux constatés sur des échelles limnimétriques, les mesures sont déclenchées lorsque la hauteur relevée est inférieure à la hauteur seuil 3 jours consécutifs et que l'analyse des prévisions météorologiques ne permet pas d'envisager une amélioration de la situation à court terme. Les mesures sont levées lorsque la hauteur relevée est supérieure 7 jours consécutifs à la hauteur seuil et que l'analyse des prévisions météorologiques confirme une tendance à la hausse.

Ces délais peuvent être réduits si les conditions météorologiques le justifient ; ils sont alors communiqués aux membres du comité de suivi.

### **Pour les eaux souterraines**

Les mesures de gestion associées aux différents niveaux sont déclenchées ou levées dès franchissement des seuils.

### **Pour les zones d'alerte interdépartementales (ou inter-régionales)**

Pour les zones d'alerte couvertes par un arrêté cadre interdépartemental (ou inter-régional), en fonction de la situation, le préfet pilote détermine les conditions de concertation préalable aux décisions de restriction ou d'interdiction. À l'issue de cette concertation, il informe sans délais les autres préfets concernés afin qu'ils prennent simultanément les arrêtés départementaux mettant en œuvre les mesures prévues dans l'arrêté cadre inter-départemental.

Pour les zones d'alerte non couvertes par un arrêté cadre interdépartemental (ou inter-régional), il est nécessaire de veiller à la cohérence et à la coordination des mesures prises sur les différents départements concernés par la zone d'alerte. En fonction de la situation, le préfet pilote désigné détermine les conditions de concertation préalable aux décisions de restriction ou d'interdiction. À l'issue de cette concertation, il informe sans délais les autres préfets concernés afin qu'ils prennent de façon simultanée les arrêtés départementaux mettant en œuvre les mesures prévues dans leur arrêté cadre départemental respectif.

Les zones d'alertes interdépartementales non couvertes par un arrêté cadre interdépartemental sont les suivantes :

<b>Zone d'alerte</b>	<b>Nom de la Zone</b>	<b>SAGE concerné</b>	<b>Départements</b>	<b>Préfet « pilote »</b>
Zone 1	<i>Vilaine</i>	<i>Vilaine</i>	<i>44 – 35 – 56</i>	<i>coordination</i>
Zone 2	<i>Oudon</i>	<i>Oudon</i>	<i>44 – 49</i>	<i>49</i>
Zone 3a	<i>Erdre amont</i>	<i>Estuaire de la Loire</i>	<i>44 – 49</i>	<i>44</i>
Zone 3b	<i>Erdre aval</i>	<i>Estuaire de la Loire</i>	<i>44</i>	<i>44</i>
Zone 3c	<i>Affluents Nord Loire</i>	<i>Estuaire de la Loire</i>	<i>44</i>	<i>44</i>
Zone 3d	<i>Affluents Sud Loire</i>	<i>Estuaire de la Loire</i>	<i>44</i>	<i>44</i>
Zone 3e	<i>Loire</i>	<i>Estuaire de la Loire</i>	<i>BV Loire Bretagne</i>	<i>Coordination</i>
Zone 3f	<i>Brière - Brivet</i>	<i>Estuaire de la Loire</i>	<i>44</i>	<i>44</i>
Zone 4	<i>Sèvre Nantaise</i>	<i>Sèvre Nantaise</i>	<i>44 – 49 – 85</i>	<i>85</i>
Zone 5	<i>Côtiers Bretons</i>	<i>Marais Breton et Baie de Bourgneuf</i>	<i>44 – 85</i>	<i>85</i>
Zone 6a	<i>Logne, Boulogne, Ognon, Grand Lieu : Eaux superficielles sans relation avec le niveau du Lac de Grand Lieu</i>	<i>Logne, Boulogne, Ognon, Grand Lieu</i>	<i>44 – 85</i>	<i>44</i>
Zones 6b	<i>Lac de Grand Lieu : Eaux superficielles*</i>	<i>Logne, Boulogne, Ognon, Grand Lieu</i>	<i>44</i>	<i>44</i>

#### **ARTICLE 10 : Manœuvre des ouvrages sur cours d'eau**

Sans préjudice des règlements d'eau en vigueur, les règles suivantes s'appliquent.

<b>Usages de l'eau concernés</b>	<b>Mesures applicables</b>			
	<b>Vigilance</b>	<b>Alerte</b>	<b>Alerte renforcée</b>	<b>Crise</b>
Gestion des ouvrages	<i>Les manœuvres de vannes sont soumises à autorisation du service police de l'eau</i>			

Certaines manœuvres d'ouvrages ne nécessitent pas d'autorisation du service police de l'eau si elles entrent dans le cadre d'un arrêté préfectoral de gestion de l'ouvrage ou si elles sont nécessaires :

- au respect de la côte légale de la retenue ;
- à la protection contre les inondations des terrains riverains situés en amont ;
- à la restitution à l'aval du débit entrant à l'amont et au soutien d'étiage.

### **ARTICLE 11 : Rejets dans les milieux aquatiques**

Usages de l'eau concernés	Mesures applicables dès franchissement		
	du seuil d'alerte	du seuil d'alerte renforcée	du seuil de crise
Vidange des plans d'eau	<i>Interdite sauf autorisation pour les usages commerciaux (plan d'eau piscicole déclaré)</i>		
Travaux en rivières	<i>Précautions maximales pour limiter les risques de perturbation du milieu. Obligation de respecter le débit réservé à l'aval des travaux.</i>	<i>Décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé, sauf dérogation accordée dans le cadre de l'autorisation délivrée par la police de l'eau.</i>	
Rejet des stations d'épuration et collecteurs pluviaux	<i>Les délestages directs en cas de travaux sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé. Rappel : obligation de signaler immédiatement toute pollution à la DDTM, service en charge de la police de l'eau.</i>		
Rejets industriels	<i>Les délestages directs en cas de travaux sont soumis à autorisation préalable et pourront être décalés jusqu'au retour d'un débit plus élevé.</i>		

### **ARTICLE 12 : Réseau de l'Observatoire National Des Étiages (ONDE) de l'AFB**

Certains bassins disposent de stations ONDE dont les données pourront utilement aider à la prise de décision. Sur ces bassins, l'AFB caractérise et classe les écoulements en 4 catégories précisées dans le tableau ci-dessous.

Caractérisation AFB
<b>Écoulement acceptable</b> Correspond à une station présentant un écoulement continu, permanent et visible à l'œil nu
<b>Écoulement visible faible</b> Correspond à une station sur laquelle il y a de l'eau et un courant visible mais le débit faible ne garantit pas un fonctionnement biologique
<b>Écoulement non visible</b> Correspond à une station sur laquelle le lit mineur présente toujours de l'eau mais le débit est nul
<b>Assec</b> Correspond à une station à sec, où l'eau est totalement évaporée

### **ARTICLE 13 : Cas de ressources en eau potable vulnérables**

La distribution d'eau potable assurée à partir de 18 unités de production conduit à des réseaux de transfert longs et maillés avec une production dominante à partir des eaux de Loire et de Vilaine.

Les ressources concernées par les restrictions sont les ressources en eau potable souterraines présentant une vulnérabilité au vu des étiages et ne disposant pas d'une interconnexion suffisante avec d'autres ressources : il s'agit des nappes de Massérac, Saint-Gildas-des-Bois et Soulvache.

Les zones d'alerte d'alimentation en eau potable (AEP), et les indicateurs de références associés (piézomètres) sont précisés dans le tableau ci-dessous et localisés sur la carte jointe en annexe 5 au présent arrêté :

<b>Zone AEP</b>	<b>Origine de l'eau</b>	<b>Piézomètre de référence</b>	<b>Seuil de restrictions</b>
1	Nappe de Massérac	04193X0022/S2-6	1,00 NGF
2	Nappe de Saint-Gildas-des-Bois	04502X0044/SGB8	1,75 NGF
3	Nappe de Soulvache	03884X0021/TF1PR	60 NGF et taux de chlorures supérieurs à 200 mg/l

Lorsqu'une zone d'alerte AEP est concernée par plusieurs indicateurs (superficiel ou souterrain) répertoriés dans le tableau ci-dessus, le franchissement d'un des indicateurs déclenche les mesures de gestion précisées à l'article 7 sur la totalité de la zone d'alerte AEP concernée pour l'usage de l'eau potable.

Les mesures de restriction sont celles définies à l'article 7 et concernent tous les usages non prioritaires définis à l'article 5.

En parallèle, la mobilisation d'autres ressources doit être recherchée par les syndicats d'eau potable en collaboration avec les organismes publics et les services de l'État.

### **ARTICLE 14 : Application**

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aussi bien aux pompages fixes que mobiles.

Tout prélèvement doit disposer d'un moyen de mesure ou d'évaluation des volumes prélevés approprié. Lorsque le prélèvement d'eau est réalisé par pompage, la mesure est effectuée au moyen d'un compteur d'eau.

### **ARTICLE 15 : Mesures exceptionnelles et dérogatoires**

Les règles mentionnées au présent arrêté ne limitent en rien les mesures exceptionnelles collectives ou individuelles qui pourraient être prises pour faire face à une situation particulière (menace ou conséquences d'accidents, de sécheresse, d'inondations ou à un risque de pénurie).

En particulier, si les exigences de l'alimentation en eau potable de la population sont menacées, en cas de pénurie sur un captage d'eau potable lié à des prélèvements en rivière ou dans des forages voisins, des mesures de restrictions peuvent être imposées. Ces mesures sont prises d'une manière spécifique et après examen de la situation, à la demande des responsables des organismes chargés de la production et

de la distribution d'eau potable et peuvent conduire à l'interdiction provisoire des prélèvements impactant.

Exceptionnellement, des dérogations peuvent être envisagées au cas par cas, si la situation le justifie et sous réserve de la disponibilité de la ressource.

La demande de dérogation adressée au service de police de l'eau doit comporter : le volume demandé, l'usage, le cas échéant le type de culture, l'identification des îlots concernés, la technique d'irrigation, les disponibilités alternatives au prélèvement dans les cours d'eau et l'autorisation de prélèvement au titre de la loi sur l'eau.

Les dérogations sont prises par arrêté préfectoral ou courrier. Elles sont communiquées aux membres du comité de suivi.

### **ARTICLE 16 : Modalités d'application et comité de suivi (vigilance)**

L'état de la ressource fait l'objet d'un suivi et d'un contrôle permanents par les services de l'État, les organismes publics. Au vu de l'évolution de la situation hydrologique, un arrêté préfectoral fixe le niveau de restriction adapté à chaque zone, ainsi que les mesures complémentaires éventuelles.

Un comité départemental de suivi des ressources en eau est réuni sur l'initiative du préfet, dès lors que le niveau de vigilance est atteint.

Ce comité peut être saisi par le préfet pour donner des avis sur les mesures de limitation et d'interdiction provisoires des usages de l'eau et pour la levée des restrictions à prendre. Il est composé à minima d'un représentant de chacune des structures suivantes :

– Services de l'État et ses établissements : Préfecture et sous-préfectures, DDTM, DREAL, Météo France, ARS, AFB, ONCFS, Agence de l'Eau...

– Collectivités territoriales et ses EPCI : association des maires de la Loire-Atlantique, Conseil départemental, SDAEP, Carene, Cap Atlantique, Nantes Métropole, Atlantic Eau...

– Autres usagers de l'eau : chambre départementale d'agriculture, associations des irrigants 44, fédération des maraîchers nantais, fédération de la Loire-atlantique pour la pêche et la protection du milieu aquatique, associations de protection de la nature...

Le comité peut être élargi aux autres structures concernées par les usages de l'eau, en fonction de la situation.

### **ARTICLE 17 : Contrôles et sanctions**

L'administration est susceptible de procéder à tout type de contrôles portant sur la bonne application des règles de gestion définies par le présent arrêté et sur la bonne application des règles de prélèvement. Il ne doit donc pas être fait obstacle ou entrave à l'exercice des missions de contrôle confiées aux agents mentionnés à l'article L.172-1 du code de l'environnement sous peine de poursuites judiciaires réprimés par l'article L.173-4.

Le non-respect des mesures de limitation des usages de l'eau prescrites par le présent arrêté est puni de la peine d'amende prévue à l'article R.216-9 du code de l'environnement.

### **ARTICLE 18 : Dispositions abrogées**

L'arrêté préfectoral du 13 juillet 2016, portant sur les limites et les interdictions de prélèvement dans les cours d'eau et les nappes du département de la Loire-Atlantique, est abrogé.

## ARTICLE 19 : Délais et recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Nantes dans un délai de deux mois à compter de la date de publication.

## ARTICLE 20 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, les sous-préfets de Saint-Nazaire et de Châteaubriant-Ancenis, le directeur départemental des territoires et de la mer de Loire-Atlantique, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire, les directeurs départementaux de la sécurité publique et de la cohésion sociale et de la protection des populations, le directeur de l'agence régionale de santé, les agents visés à l'article L.216-3 du code de l'environnement, le commandant du groupement de gendarmerie, les chefs des services départementaux de l'office national de la chasse et de la faune sauvage et de l'agence française de la biodiversité, les maires du département sont chargés, chacun en ce qui les concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique, affiché en mairie et fera l'objet d'une mention en caractère apparent dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département.

NANTES, le 01 JUL. 2019

Le PREFET,



Claude d'HARCOURT

### *Voies et délais de recours*

*En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes dans un délai de 2 mois à compter de sa publication*

**ANNEXE 1 : tableau détaillé des usages non prioritaires**

**ANNEXE 2 : carte de délimitation des zones d’alerte des eaux souterraines**

**ANNEXE 3 : carte délimitant la zone des eaux souterraines en relation avec les eaux superficielles du Lac de Grand-Lieu**

**ANNEXE 4 : carte de délimitation des zones d’alerte des eaux superficielles**

**ANNEXE 5 : carte de délimitation des zones d’alerte eau potable**

**ANNEXE 6 : liste des communes par zones d’alerte**

## SOMMAIRE

ARTICLE 1 : Objet de l'arrêté cadre

ARTICLE 2 : Période d'application

ARTICLE 3 : Domaine d'application

ARTICLE 4 : Procédure

ARTICLE 5 : Définition des usages

ARTICLE 6 : Définition des niveaux de gestion

ARTICLE 7 : Définition des mesures applicables en fonction des niveaux de gestion

ARTICLE 8 : Définition des zones d'alertes, indicateurs de référence et valeurs seuil

ARTICLE 9 : Modalités de déclenchement et de levée des mesures

ARTICLE 10 : Manœuvre des ouvrages sur cours d'eau

ARTICLE 11 : Rejets dans les milieux aquatiques

ARTICLE 12 : Réseau de l'Observatoire National Des Étiages (ONDE) de l'AFB

ARTICLE 13 : Cas de ressources en eau potable vulnérables

ARTICLE 14 : Application

ARTICLE 15 : Mesures exceptionnelles et dérogatoires

ARTICLE 16 : Modalités d'application et comité de suivi (vigilance)

ARTICLE 17 : Contrôles et sanctions

ARTICLE 18 : Dispositions abrogées

ARTICLE 19 : Délais et recours

ARTICLE 20 : Exécution

ANNEXE 1 : tableau des usages non prioritaires listés à l'article 5

Catégorie 1 : Usages professionnels	
Catégories d'usages	Description des usages
Usages agricoles	Grandes cultures, prairies, cultures de plein champ et autres usages agricoles non cités ci-après
	Cultures sensibles (y compris légumes industrie) : cultures dont le manque d'eau n'affecte pas seulement le rendement mais aussi la survie de la plante. <i>Pour exemple, les cultures maraîchères (légumières), les cultures fruitières, l'arboriculture, les pépinières (hors jeunes plants), les cultures ornementales, les plantes médicinales, les semences porte-graines, le maïs semence.</i>
	Cultures irriguées par techniques économes : micro-aspersion, goutte à goutte
	Cultures sous serre et jeunes plants en pépinière
	Besoins des sites d'élevage (hygiène, abreuvement)
Autres usages professionnels	Usages de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (artisanat, ICPE ne disposant pas de mesures spécifiques)
	Usages de l'eau non strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée (y compris ICPE)
	Arrosage des golfs - Arrosage des parcours de golf - Arrosage des green et départ de golf
	Station de lavage des véhicules
	Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau
	Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau à vocation cynégétique
	Autres usages professionnels non cités ci-avant

Vu pour être annexé à mon arrêté  
du 01 JUIL. 2019  
Nantes, le 01 JUIL. 2019

LE PRÉFET



Claude d'HARCOURT

<b>Catégorie 2 : Usages domestiques</b>	
<b>Catégories d'usages</b>	<b>Description des usages</b>
Usages des particuliers	Arrosage des potagers
	Arrosage des espaces verts, pelouses et jardins non potagers
	Remplissage des piscines privées
	Nettoyage des véhicules et bateaux
	Nettoyage des façades, murs, toits, terrasses...
	Remplissage ou mise à niveau des plans d'eau
	Autres usages des particuliers non cités ci-avant

<b>Catégorie 3 : Usages publics</b>	
<b>Catégories d'usages</b>	<b>Description des usages</b>
Usages des collectivités publiques	Remplissage des piscines publiques
	Arrosage des espaces verts et massifs de fleurs
	Arrosage des terrains de sports
	Nettoyage voiries (places, trottoirs, caniveaux...)
	Alimentation des fontaines publiques
	Douches de plage
	Autres usages des collectivités publiques non cités ci-avant

<b>Catégorie 4 : Usages des Installations classées pour la protection de l'environnement</b>	
<b>Catégories d'usages</b>	<b>Description des usages</b>
Usages des installations déclarées, enregistrées ou autorisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Usages de l'eau strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée</li> <li>- Usages de l'eau non strictement nécessaires au process de production ou à l'activité exercée</li> </ul>

01 JUIL. 2019

LE PRÉFET



Claude d'HARCOURT

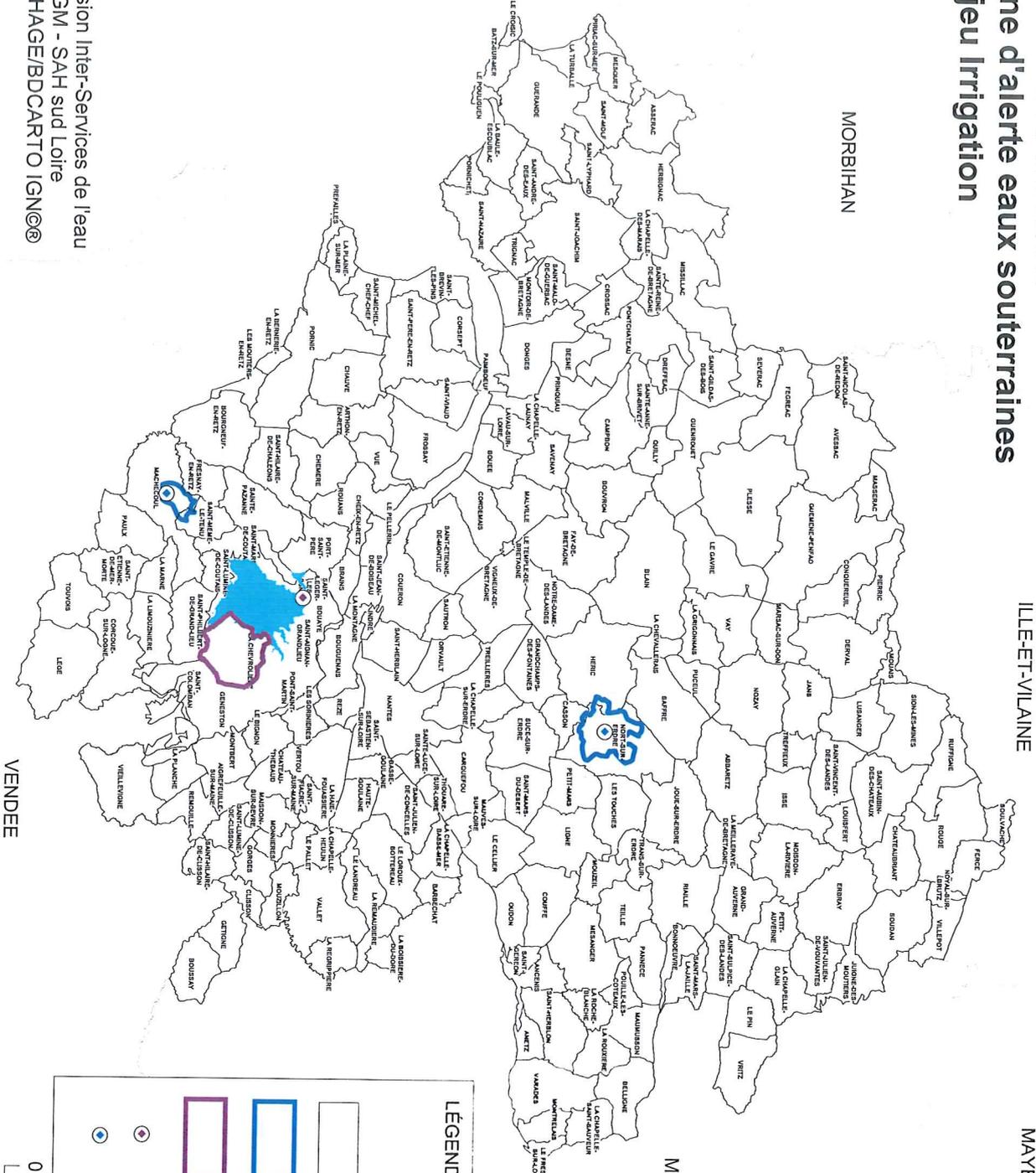


PRÉFET DE LA  
LOIRE-ATLANTIQUE

# LOIRE-ATLANTIQUE

## Zone d'alerte eaux souterraines

### Enjeu Irrigation



Sources : DDTM44 / Mission Inter-Services de l'eau  
et de la biodiversité - BRGM - SAH sud Loire  
Fond de carte : BDCARTHAGE/BDCARTO IGN©©  
© DDTM Loire-Atlantique  
Créé le 05/07/2011 - DDTM44/SEER/MISEB



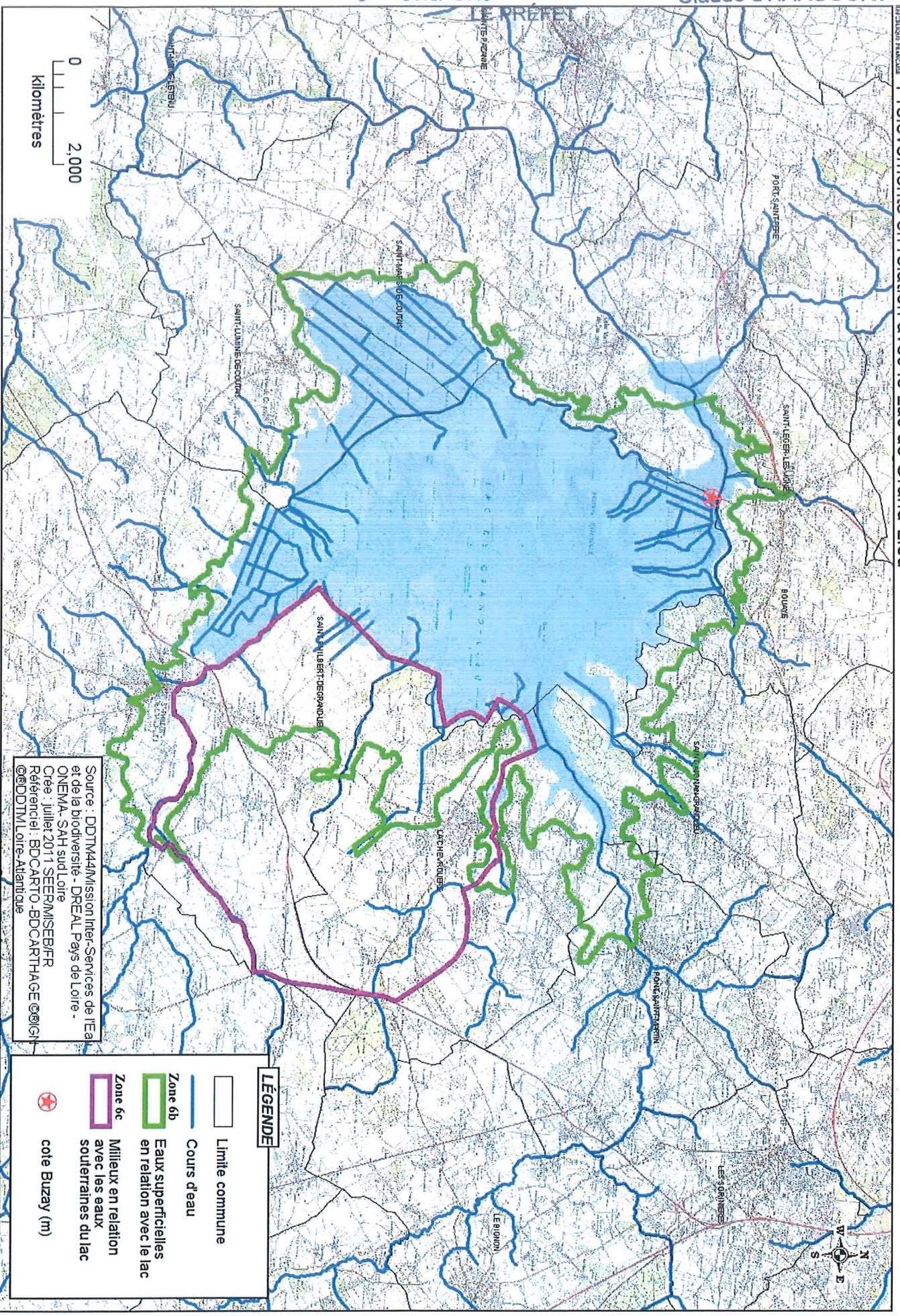
**LÉGENDE :**

-  limite départementale
-  limite communale
-  Bassin d'alimentation des captages
-  Eaux souterraines en relation avec le lac de Grand-Lieu (Zone 6c)
-  cote Buzay (m)
-  suivi piézométrique

0 ——— 20,00  
kilomètres



LOIRE-ATLANTIQUE  
Prélèvements en relation avec le Lac de Grand-Lieu



Source : DDTM44/Mission Inter-Service de l'Eau et de la Biodiversité - DREAL Pays de Loire - ONEMA - SAH sud Loire  
Créé : juillet 2011 SEERAMISEBFR  
Référenciel : BDCARTO - BDCARTHAGE @@IGN  
©DDITMLoire-Atlantique

**LÉGENDE**

- Limite commune
- Cours d'eau
- Eaux superficielles en relation avec le lac
- Milieux en relation avec les eaux souterraines du lac
- cote Buzay (m)

Vu pour être annexé à mon arrêté  
du 01 JUIL. 2019  
Nantes, le 01 JUIL. 2019

LE PRÉFET

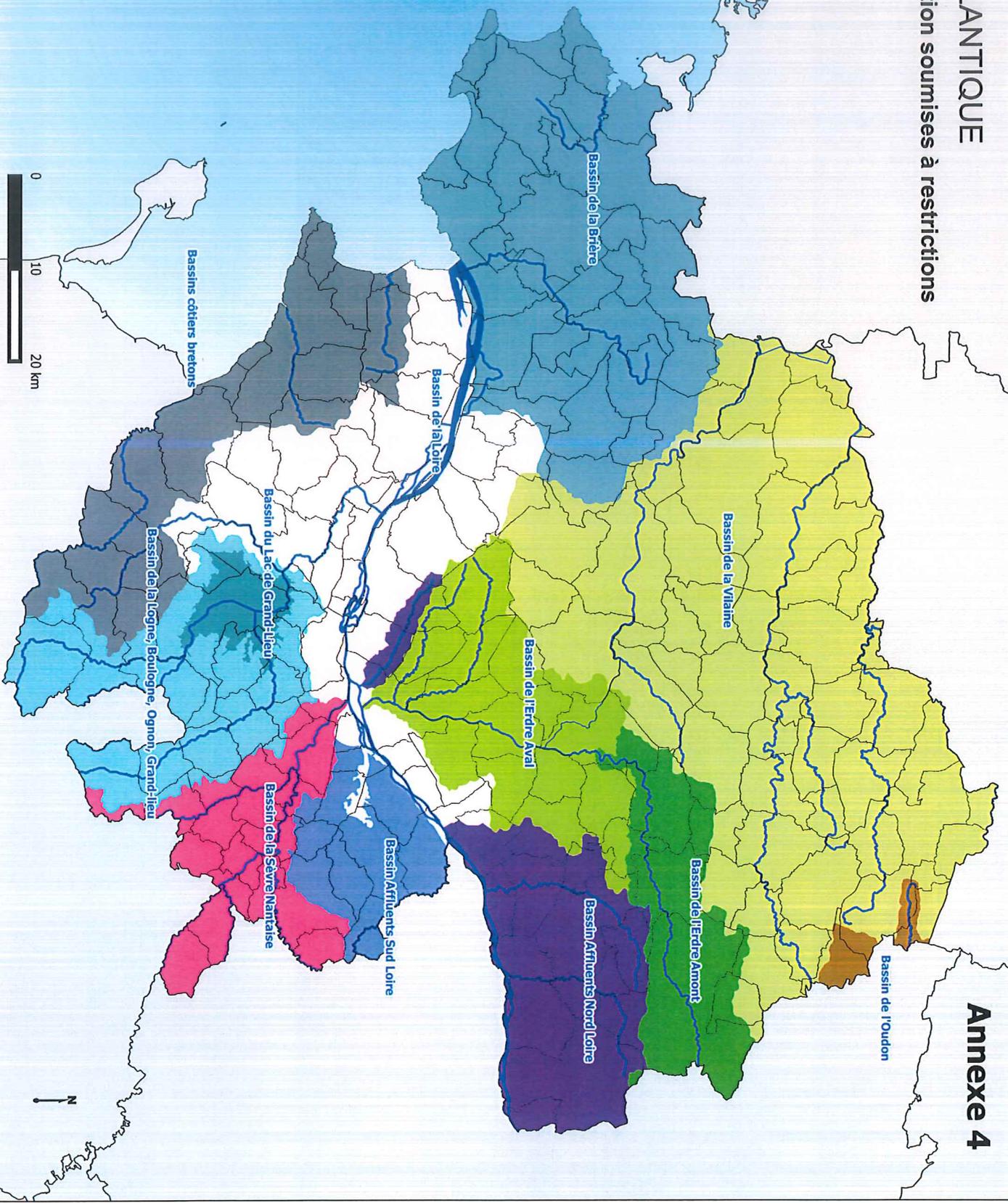
Claude d'HARCOURT



# LOIRE-ATLANTIQUE

## Zones de gestion soumises à restrictions

Annexe 4



Sources : DDTM44  
Fond de carte : BD CARTEO@ IGN  
© DDTM de Loire-Atlantique  
Créé le 15 janvier 2019



## ANNEXE 6 : liste des communes par zone d'alerte

### ZONE 1 : Vilaine

ABBARETZ	LA GRIGONNAIS	RIAILLE
AVESSAC	LA MEILLERAYE-DE-BRETAGNE	ROUGE
BLAIN	LE GAVRE	RUFFIGNE
BOUVRON	LE PIN	SAFFRE
CHATEAUBRIANT	LE TEMPLE-DE-BRETAGNE	SAINT-AUBIN-DES-CHATEAUX
CONQUEREUIL	LOUISFERT	SAINT-GILDAS-DES-BOIS
DERVAL	LUSANGER	SAINT-JULIEN-DE-VOUVANTES
ERBRAY	MALVILLE	SAINT-NICOLAS-DE-REDON
FAY-DE-BRETAGNE	MARSAC-SUR-DON	SAINT-VINCENT-DES-LANDES
FEGREAC	MASSERAC	SAVENAY
FERCE	MISSILLAC	SEVERAC
GRAND-AUVERNE	MOISDON-LA-RIVIERE	SION-LES-MINES
GRANDCHAMPS-DES-FONTAINES	MOUAIS	SOUDAN
GUEMENE-PENFAO	NORT-SUR-ERDRE	SOULVACHE
GUENROUET	NOTRE-DAME-DES-LANDES	TREFFIEUX
HERIC	NOYAL-SUR-BRUTZ	TREILLIERES
ISSE	NOZAY	VALLONS-DE-L'ERDRE
JANS	PETIT-AUVERNE	VAY
JOUE-SUR-ERDRE	PIERRIC	VIGNEUX-DE-BRETAGNE
JUIGNE-DES-MOUTIERS	PLESSE	VILLEPOT
LA CHAPELLE-GLAIN	PUCEUL	
LA CHEVALLERAI	QUILLY	

### ZONE 2 : Oudon

ERBRAY	NOYAL-SUR-BRUTZ	VILLEPOT
JUIGNE-DES-MOUTIERS	SOUDAN	

### ZONE 3a : Erdre amont

ABBARETZ	LES TOUCHES	SAFFRE
GRAND-AUVERNE	LOIREAUXENCE	TEILLE
JOUE-SUR-ERDRE	NORT-SUR-ERDRE	TRANS-SUR-ERDRE
LA CHAPELLE-GLAIN	PANNECE	VALLONS-DE-L'ERDRE
LA MEILLERAYE-DE-BRETAGNE	PETIT-AUVERNE	
LE PIN	RIAILLE	

Vu pour être annexé à mon arrêté  
du 01 JUIL. 2019  
Nantes, le 01 JUIL. 2019

LE PRÉFET



Claude d'HARCOURT

### ZONE 3b : Erdre Aval

CARQUEFOU  
CASSON  
CORDEMAIS  
FAY-DE-BRETAGNE  
GRANDCHAMPS-DES-FONTAINES  
HERIC  
JOUE-SUR-ERDRE  
LA CHAPELLE-SUR-ERDRE  
LE CELLIER  
LE TEMPLE-DE-BRETAGNE

LES TOUCHES  
LIGNE  
MAUVES-SUR-LOIRE  
MOUZEIL  
NANTES  
NORT-SUR-ERDRE  
NOTRE-DAME-DES-LANDES  
ORVAULT  
PETIT-MARS  
SAFFRE

SAINT-ETIENNE-DE-MONTLUC  
SAINT-HERBLAIN  
SAINT-MARS-DU-DESERT  
SAUTRON  
SUCE-SUR-ERDRE  
TEILLE  
TRANS-SUR-ERDRE  
TREILLIERES  
VIGNEUX-DE-BRETAGNE

### ZONE 3c : Affluents Nord Loire

ANCENIS-SAINT-GEREON  
COUERON  
COUFFE  
DIVATTE-SUR-LOIRE  
LA ROCHE-BLANCHE  
LE CELLIER  
LES TOUCHES  
LIGNE  
LOIREAUXENCE

MAUVES-SUR-LOIRE  
MESANGER  
MONTRELAIS  
MOUZEIL  
NANTES  
ORVAULT  
OUDON  
PANNECE  
POUILLE-LES-COTEAUX

RIAILLE  
SAINT-ETIENNE-DE-MONTLUC  
SAINT-HERBLAIN  
SAUTRON  
TEILLE  
VAIR-SUR-LOIRE  
VALLONS-DE-L'ERDRE  
VIGNEUX-DE-BRETAGNE

### ZONE 3d : Affluents Sud Loire

BASSE-GOULAIN  
DIVATTE-SUR-LOIRE  
HAUTE-GOULAIN  
LA BOISSIERE-DU-DORE  
LA CHAPELLE-HEULIN  
LA HAIE-FOUASSIERE

LA REGRIPIERE  
LA REMAUDIERE  
LE CELLIER  
LE LANDREAU  
LE LOROUX-BOTTEREAU  
LE PALLET

SAINT-JULIEN-DE-CONCELLES  
SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE  
VALLET  
VERTOU

### ZONE 3e : Loire

BASSE-GOULAIN  
BOUAYE  
BOUEE  
BOUGUENAI  
BRAINS  
CARQUEFOU  
CHAUMES-EN-RETZ  
CHAUVE  
CHEIX-EN-RETZ  
CORDEMAIS  
CORSEPT  
COUERON  
DIVATTE-SUR-LOIRE  
FROSSAY  
HAUTE-GOULAIN  
INDRE  
LA CHAPELLE-LAUNAY  
LA MONTAGNE

LAVAU-SUR-LOIRE  
LE CELLIER  
LE LOROUX-BOTTEREAU  
LE PELLERIN  
LE TEMPLE-DE-BRETAGNE  
MACHECOUL-SAINT-MEME  
MALVILLE  
MAUVES-SUR-LOIRE  
NANTES  
PAMBOEUF  
PORT-SAINT-PERE  
REZE  
ROUANS  
SAINT-AIGNAN-GRANDLIEU  
SAINT-BREVIN-LES-PINS  
SAINT-ETIENNE-DE-MONTLUC  
SAINT-HERBLAIN  
SAINT-HILAIRE-DE-CHALEONS

SAINT-JEAN-DE-BOISEAU  
SAINT-JULIEN-DE-CONCELLES  
SAINT-LEGER-LES-VIGNES  
SAINT-LUMINE-DE-COUTAIS  
SAINT-MARS-DE-COUTAIS  
SAINT-MARS-DU-DESERT  
SAINT-PERE-EN-RETZ  
SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE  
SAINT-VIAUD  
SAINTE-LUCE-SUR-LOIRE  
SAINTE-PAZANNE  
SAVENAY  
THOUARE-SUR-LOIRE  
VERTOU  
VIGNEUX-DE-BRETAGNE  
VILLENEUVE-EN-RETZ  
VUE

### **ZONE 3f : Brière-Brivet**

ASSERAC  
BATZ-SUR-MER  
BESNE  
BLAIN  
BOUVRON  
CAMPBON  
CORSEPT  
CROSSAC  
DONGES  
DREFFEAC  
FAY-DE-BRETAGNE  
FROSSAY  
GUENROUET  
GUERANDE  
HERBIGNAC

LA BAULE-ESCOUBLAC  
LA CHAPELLE-DES-MARAIS  
LA CHAPELLE-LAUNAY  
LA TURBALLE  
LAVAU-SUR-LOIRE  
LE CROISIC  
LE POULIGUEN  
MALVILLE  
MESQUER  
MISSILLAC  
MONTOIR-DE-BRETAGNE  
PAIMBOEUF  
PIRIAC-SUR-MER  
PONTCHATEAU  
PORNICHET

PRINQUIAU  
QUILLY  
SAINT-ANDRE-DES-EAUX  
SAINT-BREVIN-LES-PINS  
SAINT-GILDAS-DES-BOIS  
SAINT-JOACHIM  
SAINT-LYPHARD  
SAINT-MALO-DE-GUERSAC  
SAINT-MOLF  
SAINT-NAZAIRE  
SAINTE-ANNE-SUR-BRIVET  
SAINTE-REINE-DE-BRETAGNE  
SAVENAY  
SEVERAC  
TRIGNAC

### **ZONE 4 : Sèvre Nantaise**

AIGREFEUILLE-SUR-MAINE  
BASSE-GOULAIN  
BOUSSAY  
CHATEAU-THEBAUD  
CLISSON  
GETIGNE  
GORGES  
HAUTE-GOULAIN  
LA CHAPELLE-HEULIN  
LA HAIE-FOUASSIERE

LA REGRIPIERE  
LA REMAUDIERE  
LE BIGNON  
LE PALLET  
LES SORINIERES  
MAISDON-SUR-SEVRE  
MONNIERES  
MONTBERT  
MOUZILLON  
NANTES

REMOUILLE  
REZE  
SAINT-FIACRE-SUR-MAINE  
SAINT-HILAIRE-DE-CLISSON  
SAINT-LUMINE-DE-CLISSON  
SAINT-SEBASTIEN-SUR-LOIRE  
VALLET  
VERTOU  
VIEILLEVIGNE

### **ZONE 5 : Côtiers Bretons**

CHAUMES-EN-RETZ  
CHAUVE  
CORCOUE-SUR-LOGNE  
CORSEPT  
FROSSAY  
LA BERNERIE-EN-RETZ  
LA LIMOUZINIÈRE  
LA MARNE  
LA PLAINE-SUR-MER

LEGE  
LES MOUTIERS-EN-RETZ  
MACHECOUL-SAINTE-MEME  
PAULX  
PORNIC  
PREFAILLES  
SAINT-BREVIN-LES-PINS  
SAINT-ETIENNE-DE-MER-MORTE  
SAINT-HILAIRE-DE-CHALEONS

SAINT-LUMINE-DE-COUTAIS  
SAINT-MICHEL-CHEF-CHEF  
SAINT-PERE-EN-RETZ  
SAINT-PHILBERT-DE-GRAND-LIEU  
SAINT-VIAUD  
TOUVOIS  
VILLENEUVE-EN-RETZ

**ZONE 6a : Logne, Boulogne, Ognon Grand-Lieu (eaux superficielles sans relation avec le niveau du Lac de Grand-Lieu)**

AIGREFEUILLE-SUR-MAINE  
BOUAYE  
BOUGUENAIS  
BRAINS  
CHATEAU-THEBAUD  
CORCOUE-SUR-LOGNE  
GENESTON  
LA CHEVROLIERE  
LA LIMOUZINIÈRE  
LA PLANCHE

LE BIGNON  
LEGE  
LES SORINIERES  
MACHECOUL-SAINTE-MÈME  
MONTBERT  
PONT-SAINTE-MARTIN  
PORT-SAINTE-PÈRE  
REMOUILLE  
REZE  
SAINTE-AIGNAN-GRANDLIEU

SAINTE-COLOMBAN  
SAINTE-LEGER-LES-VIGNES  
SAINTE-LUMINE-DE-COUTAIS  
SAINTE-MARS-DE-COUTAIS  
SAINTE-PHILBERT-DE-GRAND-LIEU  
TOUVOIS  
VERTOU  
VIEILLEVIGNE

**ZONE 6b : Lac de Grand-Lieu (eaux superficielles)**

BOUAYE  
LA CHEVROLIERE  
PONT-SAINTE-MARTIN

SAINTE-AIGNAN-GRANDLIEU  
SAINTE-LEGER-LES-VIGNES  
SAINTE-LUMINE-DE-COUTAIS

SAINTE-MARS-DE-COUTAIS  
SAINTE-PHILBERT-DE-GRAND-LIEU



## PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE  
DES TERRITOIRES ET DE LA MER**  
Service Transports et Risques  
Unité Sécurité des Transports  
Affaire suivie par Nadine Jégou  
☎ 02 40 67 25 05  
[nadine.jegou@loire-atlantique.gouv.fr](mailto:nadine.jegou@loire-atlantique.gouv.fr)

Arrêté n° ddtm-2019-099 portant sur une restriction de navigation pour effectuer des travaux de finition sur le canal Saint-Félix sur l'Erdre à Nantes

### LE PRÉFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

**Chevalier de la Légion d'Honneur**

VU le code des Transports ;

VU le décret n° 2013-253 du 25 mars 2013 relatif aux dispositions de la quatrième partie réglementaire du code des transports ;

VU l'arrêté du 28 juin 2013 portant règlement général de police pour les voies de navigation intérieure ;

VU le règlement particulier de l'Erdre en date du 26 novembre 2014 pris pour l'exécution du règlement général de police de la navigation intérieure ;

VU l'arrêté du 19 juin 2019 de Monsieur le préfet de la région Pays de la Loire, préfet de Loire-Atlantique portant délégation de signature à Monsieur Thierry Latapie-Bayroo, directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique ;

VU l'arrêté du 20 juin 2019 de Monsieur le directeur départemental des territoires et de la mer de la Loire-Atlantique portant subdélégation de signature à ses collaborateurs ;

VU la demande, du 1<sup>er</sup> juillet 2019, présentée par le conseil départemental de Loire-Atlantique, gestionnaire de la voie d'eau de l'Erdre, représenté par Monsieur Philippe Jahan ;

VU l'arrêté n° ddtm-2018-109, paru au recueil des actes administratifs sous le n° 90, du 17 août 2018 autorisant les travaux de requalification de l'extrémité du sud du tunnel Saint-Félix sur l'Erdre à Nantes du 17 septembre 2018 au 1<sup>er</sup> avril 2019 ;

VU l'arrêté n° ddtm-2019-023, paru au recueil des actes administratifs sous le n° 23, du 5 avril 2019 autorisant la prolongation des travaux de requalification de l'extrémité du sud du tunnel Saint-Félix sur l'Erdre à Nantes jusqu'au 10 avril 2019 ;

VU l'arrêté n° ddtm-2019-045, paru au recueil des actes administratifs sous le n° 35 du 17 mai 2019 autorisant les travaux de reprise à neuf de l'habillage de la tête du canal Saint-Félix ;

Considérant que les panneaux manquant permettant de terminer l'habillage du tunnel viennent d'être livrés ;

Considérant la nécessité de réglementer la navigation des usagers du tunnel Saint-Félix pendant la réalisation de ces travaux.

## ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>** – Les travaux de reprise à neuf de l’habillage de la tête du canal Saint-Félix sur l’Erdre à Nantes, dans le cadre du projet global de réaménagement des espaces publics autour de la gare nord de Nantes, sont prolongés et s’effectueront du mercredi 3 au vendredi 5 juillet 2019.

**Article 2** – Ces travaux font l’objet de prescriptions d’interdiction de navigation temporaires au droit du chantier et dans le tunnel :

- les nuits, du mercredi 3 au vendredi 5 juillet 2019, de 20 h 00 à 7 h 00.

**Article 3** – Lors de la fermeture du tunnel les entrées nord et sud devront être barrées à l’aide d’un obstacle physique type chaîne ou barrière supportant un panneau fluvial de type – Interdiction de passer.

**Article 4** – Les navigants assureront les liaisons VHF sur l’eau et à terre sur le canal 6.

**Article 5** - Un avis à la batellerie sera adressé, pour information aux usagers, des travaux à l’extrémité sud du tunnel du canal Saint-Félix sur l’Erdre à Nantes.

**Article 6** - Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique.

**Article 7** - Madame le maire de Nantes, le commandant du groupement de gendarmerie de Loire-Atlantique, le directeur des services d’incendie et de secours de Loire-Atlantique, le directeur des Polices Urbaines de Nantes, le directeur départemental des territoires et de la mer de Loire-Atlantique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l’exécution du présent arrêté. Il fera l’objet d’un affichage en mairie de la commune concernée, dans les capitaineries des ports fluviaux, les clubs nautiques exerçant sur l’Erdre et les lieux les plus fréquentés.

Nantes, le 01 JUIL. 2019

Pour le directeur départemental des  
territoires et de la mer

**Françoise DENIS**



**Chef du Service Transports et Risques**

PRÉFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

Préfecture de la Loire-Atlantique  
Direction de la coordination des politiques publiques  
et de l'appui territorial  
Bureau de la coordination  
et de la modernisation interministérielle

**LE PREFET DE LA REGION PAYS DE LA LOIRE  
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE**

Chevalier de la Légion d'honneur

- VU** le code général de la propriété des personnes publiques, notamment ses articles L.2111-1, L.2111-2 et L.2141-1 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** le décret du 24 août 2015 portant nomination de Mme Véronique PY, administratrice générale des finances publiques, en qualité de directrice régionale des finances publiques des Pays de la Loire et du département de Loire-Atlantique ;
- VU** le décret du 5 janvier 2018 nommant M. Serge BOULANGER, sous-préfet hors-classe, secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique ;
- VU** le décret du 7 novembre 2018 nommant M. Claude d'HARCOURT, préfet de la région Pays de la Loire, préfet de la Loire-Atlantique (hors classe) ;
- SUR** proposition de la directrice régionale des finances publiques des Pays de la Loire et du département de la Loire-Atlantique ;

**A R R E T E**

**Article 1er** - Est déclassé du domaine public et est déclaré inutile au ministère des affaires culturelles le terrain sis à NANTES, 44 rue Massenet et cadastré section OS n° 415 d'une superficie de 31 199 m<sup>2</sup>.

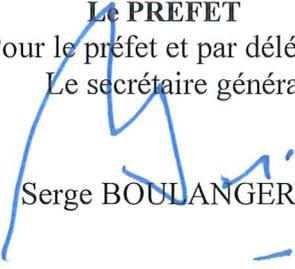
**Article 2** - L'ensemble immobilier est inscrit au tableau général des propriétés de l'Etat sous le n° 178587/356662.

**Article 3** - Le secrétaire général de la préfecture de la Loire-Atlantique et la directrice régionale des finances publiques des Pays de la Loire et du département de la Loire-Atlantique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Loire-Atlantique.

A Nantes, le 01 JUIL. 2019

**Le PRÉFET**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général

  
Serge BOULANGER